

République Islamique de Mauritanie

Honneur - Fraternité - Justice



Ministère de l'Economie et de l'Industrie

Direction Générale des Politiques et Stratégies de Développement

Merci Madame la Directrice du Bureau des Nations Unies pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits états insulaires en développement pour m'avoir donné la parole. Tout d'abord je félicite Madame la Secrétaire Générale Adjointe et Haute Représentante, vous même ainsi que vos collaborateurs pour la bonne organisation de cette réunion virtuelle des points focaux nationaux des PMA d'Afrique sur la réponse à la pandémie COVID 19. La Mauritanie soutient les efforts du bureau en vue de renforcer la résilience des PMA, augmenter l'aide publique au développement et mettre en œuvre des solutions innovantes pour accélérer leur développement.

Pour faire face à la pandémie Coronavirus, la République Islamique de Mauritanie a d'emblée mis en place une stratégie nationale pour lutter contre la propagation de ce virus, à travers, d'une part, la prise d'une série de dispositions préventives, et d'autre part, la réduction de l'impact de ces dispositions sur les conditions de vie des citoyens, en particulier des plus pauvres parmi eux.

Parmi les dispositions préventives qui ont été prises dans cette perspective, figurent la fermeture de nos frontières aériennes à tous les vols commerciaux ; la fermeture de toutes nos frontières terrestres ; la mise en confinement sanitaire de tous les voyageurs arrivés avant la fermeture des frontières, l'interdiction de voyager entre les régions; l'instauration d'un couvre-feu sur l'étendue du territoire national ; l'arrêt des cours à tous les niveaux de l'éducation nationale ; la fermeture de tous les marchés et lieux publics et l'interdiction de toutes les activités permettant les grands rassemblements de personnes.

Ces mesures ont permis d'éviter une propagation généralisée de cette pandémie chez nous malgré un élargissement de la propagation de la pandémie récemment entraînant

l'enregistrement de 1283 cas à ce jour, dont 1532 en quarantaine, 25 en réanimation, 71 décès et 142 guérison.

Les dispositions ont fortement impacté les conditions de vie de nos populations, c'est pour cette raison que nous avons créé un fonds spécial pour la solidarité sociale et la lutte contre le Coronavirus, pour lequel l'État a budgété des allocations conséquentes alors que dans le cadre d'un élan populaire, les citoyens, les hommes d'affaires et divers entités et organisations de la société civile ont tous contribué à l'effort de solidarité nationale.

Ce Fonds vise à atténuer les effets de cette pandémie sur les groupes vulnérables à travers l'acquisition de tous les besoins du pays en termes de médicaments et d'équipements sanitaires nécessaires à la lutte contre le COVID-19 et le soutien à des milliers de familles, dans le besoin, en leur fournissant des paniers de matières alimentaires essentielles, des montants en espèces et la prise en charge des factures d'eau et d'électricité.

De même, le Fonds assure la prise en charge de toutes les taxes douanières sur les produits de première nécessité et la prise en charge des taxes et impôts sur les petits métiers et activités similaires ainsi que pour les familles travaillant dans le secteur de la pêche artisanale.

La Mauritanie a aussi adopté, le 6 mai dernier, une stratégie nationale de lutte contre la pandémie du covid-19. Le plan national de riposte coutera 644 millions de dollars. A ce jour, 55% de cette enveloppe ont été déjà obtenus et les dispositions ont été prises pour la mobilisation de la partie restante auprès de nos partenaires.

les prévisions font état d'une croissance négative qui se situera aux alentours de -2% devant entraîner un déficit budgétaire de 5%, bien que l'inflation demeure encore maîtrisée et que les marchés nationaux restent suffisamment approvisionnés.

Il sera procédé prochainement à l'élaboration d'un plan économique durable en mettant l'accent sur une meilleure valorisation du potentiel national, notamment dans les secteurs de l'élevage, de la pêche, des énergies renouvelables ainsi que sur la dynamisation de l'action du secteur privé et la mise à contribution des technologies de l'information et de la communication, de manière à impulser une croissance économique endogène, soutenue et durable.

Dans cette perspective, notre pays salue les premières initiatives prises par le G20, le Club de Paris, le FMI et la Banque Mondiale dans le but d'alléger la dette des pays les

plus pauvres, toutefois, nous pensons que la meilleure solution reste l'annulation de la dette extérieure de ces pays eu égard aux immenses défis sans précédent auxquels ils font face.

Je vous remercie pour votre aimable attention.

ELY OUDEIKA, Directeur Général Adjoint des Politiques et Stratégies de Développement, Point Focal National pour les PMA.